

Nantes, le 10 juillet 2014

# DES CHIFFRES & DES LETTRES...

**4147.50 euros ! C'est la somme que La Poste, par lettre recommandée, a eu le culot de nous demander de déboursier à cause des soi-disant « dégradations » que des palettes en feux auraient occasionné sur le trottoir, lors de la grève du centre courrier de Nantes Bretagne.**

**De qui se moque-t-on ? Le syndicalisme de lutte n'a pas de prix !**

Imaginez nos têtes quand on a reçu cette lettre du directeur du Courrier et Colis 44/85 (*voir au verso sa lettre et notre réponse*). Ils ont osé ! Déjà que le climat à Nantes Bretagne est plus que tendu, après une lutte acharnée de 11 jours. Que les collègues redoutent la bascule de la réorganisation au mois d'octobre qui verrait 10 positions de travail (18 sans le conflit...) disparaître de leur centre, et donc une charge de travail supplémentaire avec toujours une paie de misère.

A Sudptt, on se demande si on doit rire ou pleurer face à une telle absurdité. Evidemment, nous ne donnerons pas un centime à La Poste, nous réservons nos maigres deniers pour les caisses de grève. Mais puisque la direction pleurniche pour 4 000 euros, parlons gros sous :

En 2013, La Poste a supprimé 102 emplois, via les réorganisations, la sécabilité, les tournées à découvert et les licenciements pour inaptitude. 102 salaires, multipliés par deux avec les cotisations patronales, c'est grosso modo l'équivalent de 300 000 euros d'économies de personnel, **PAR AN !** Autant

vous dire que les 4 147.50 euros de frais pour bitumer la voirie semble une goutte d'eau.

Si encore La Poste partageait ses bénéfices (627 000 000 d'euros en 2013) - même si on préférerait qu'elle partage le travail plutôt que l'avarice - on pourrait comprendre... Allez ne creusons pas plus ce qui s'apparente à de la provocation et revenons à l'essentiel : **C'est le syndicalisme de lutte, c'est la défense de nos emplois par la grève que La Poste attaque avec ce genre d'écrit.**



Alors qu'un peu partout en France, des grèves longues perdurent sans qu'aucune négociation réelle n'aboutisse, alors que La Poste amène des militants Sud en garde à vue et tente d'en licencier pour « trouble à l'ordre public », le constat est accablant. La boîte veut dégommer celles et ceux qui résistent !

Comme si nous ne n'avions pas le droit de penser autrement. Comme si les suppressions d'emploi massives (100 000 en 13 ans), comme si la destruction et la décomposition de nos métiers n'étaient pas discutables. Il faudrait se taire et subir ?

**En 2011, vous avez placé Sudptt en tête aux élections syndicales justement parce que nous incarnons une alternative et une force de refus de cette politique du fric et de la casse sociale ; Nous avons rempli l'exigence que vous nous avez accordée. Depuis 3 ans, plus de 15 grèves locales, 10 grèves nationales ou interprofessionnelles ont porté vos revendications. Plus de 60 emplois ont été sauvés par des luttes contre la productivité ou la sécabilité, ou pour des comblements de poste. Pas moins de 200 promotions à l'ancienneté ont été arrachées, ainsi que des garanties pour les rouleurs-ses. Des recours en justice ou aux prud'hommes ont permis à plus de 150 d'entre vous de voir leurs droits rétablis. Nos militants se défoncent pour toujours faire plier l'ordre établi et la pensée unique.**

**Quoi qu'il arrive, nous continuerons ! Sudptt ne lâche rien !**